

Rapport du Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière de l'AFI 2013

Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact



Tables des Matières

Introduction – Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact	1
Séances du GPF de l'AFI 2013	2
GPF en images	3
Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact : Créer la Synergie entre l'Inclusion, la Stabilité et l'Intégrité Financières, et la Protection des Consommateurs	4
L'Impact de l'Inclusion Financière sur la Réduction de la Pauvreté et le Développement Inclusif	5
Table Ronde des Dirigeants sur la Collaboration entre l'AFI les Organismes de Normalisation Financière	6
Transformer l'Économie des Paiements grâce à l'Innovation de Politiques	7
La Biométrie Peut-elle Faire Avancer l'Inclusion Financière ?	8
Suivre l'Évolution des Risques Changeants pour les Consommateurs : Stratégies Pratiques de Surveillance du Marché et de Supervision des Pratiques Commerciales	9
Rencontrer les Chercheurs et Discuter des Résultats Récents	10
Le Défi pour les Régulateurs : la Durabilité et l'Évolutivité de la Microassurance et la Protection des Consommateurs	11
Innovations Technologiques pour l'Inclusion Financière et la Gestion des Risques	12
L'Importance de l'Éducation Financière dans le contexte de l'Inclusion Financière	13
Expérience malaisienne dans l'Inclusion Financière : Améliorer les Vies et Réduire la Pauvreté	14
Bancariser les Clients grâce à la Monnaie Mobile	15
Coordonner les Politiques Novatrices pour favoriser l'Inclusion Financière des PME agricoles	16
Surveiller les Institutions Financières Non Bancaires	17
Au-delà de l'Accès et de l'Utilisation : Mesurer la qualité de l'inclusion financière	18
Autonomiser un Réseau de Promotion de Politiques : Renforcement des capacités pour l'Inclusion Financière	19
AMPI et Coopération Régionale en Afrique	20
Initiative d'Amérique Latine et des Caraïbes (LAC)	21
Transferts de fonds en Asie : une Opportunité pour l'Inclusion Financière ?	22
Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact : Réflexions et Perspectives	23
Déclaration de Maya : Renforcer les Engagements et Mesurer les Progrès	25
Déclaration de Maya : Faits saillants de Nouveaux engagements et ceux mis à jour	26
Déclaration de Maya : Accord Sasana	27
La Déclaration de Maya en images	28
La Déclaration de Maya en images (<i>suite</i>)	Intérieur de la couverture arrière

Introduction

La Bank Negara Malaysia et l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) ont tenu le cinquième Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière (GPF) du 10 au 12 septembre 2012 à Kuala Lumpur, en Malaisie. Le Forum a réuni plus de 400 participants de 70 pays de par le monde, principalement les décideurs des institutions membres de l'AFI, ainsi que les principaux partenaires externes issus de la communauté de développement, du secteur privé et du milieu universitaire.

Dans le cadre du thème général, *Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact*, le Forum a examiné la façon dont les principaux objectifs de politiques sont interconnectés et peuvent être alignés afin d'optimiser l'impact sur le développement inclusif et la réduction de la pauvreté. Le Forum a également représenté une étape importante dans la transition de l'AFI vers un réseau de promotion de politiques indépendant et une institution appartenant à ses membres. Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact a été par conséquent un thème particulièrement approprié.

Le GPF 2013 avait quatre objectifs principaux, y compris : i) articuler les liens entre l'inclusion, la stabilité et l'intégrité financières d'une part, et la protection et l'éducation des consommateurs de l'autre, et identifier les moyens d'optimiser les synergies pour produire un impact plus grand ; ii) identifier et analyser les risques et les défis en vue de faire avancer l'agenda de l'inclusion financière, ainsi que de trouver des solutions nouvelles et novatrices pour atténuer ces risques ; iii) communiquer et évaluer les progrès des Engagements Maya et lancer une initiative couvrant l'ensemble du réseau pour suivre les progrès des objectifs nationaux quantifiables en matière d'inclusion financière ; et iv) faciliter le dialogue avec les membres de l'AFI sur les mesures concrètes qui seront prises pour pérenniser son avenir en tant qu'institution entièrement indépendante appartenant à ses membres.

Les discussions enrichissantes au Forum ont abouti au lancement de l'Accord Sasana, qui réaffirme l'engagement des membres de l'AFI envers le renforcement de la Déclaration de Maya. En outre, il encourage les membres à rationaliser leurs efforts en définissant des objectifs nationaux mesurables, en suivant les progrès de manière systématique, en coordonnant les politiques et en renforçant les capacités au sein du Réseau de l'AFI. Lors du Forum, le Réseau de l'AFI a également proposé une initiative d'apprentissage des pairs avec les Organismes de Normalisation Financière mondiaux, a introduit un cadre de risque plus large, et a piloté le programme de renforcement des capacités adapté aux décideurs, qui devrait gagner davantage du terrain en 2014.

Un résumé de chacune des sessions du Forum peut être trouvé dans les pages suivantes du présent rapport, qui est organisé en trois sections principales reflétant les objectifs de politiques du thème du GPF : *inclusion financière, stabilité et intégrité financières, et protection et éducation des consommateurs*. Les principaux thèmes et questions dans le rapport seront au cœur des dialogues politiques en cours au sein du Réseau de l'AFI. Ils sont par ailleurs cruciaux pour façonner l'ordre du jour du Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière de l'AFI 2014, qui se tiendra du 9 au 11 septembre à Port of Spain, à Trinité-et-Tobago.



Séances du GPF de l'AFI 2013

Les participants au GPF 2013 se sont réunis pour explorer le thème de cette année, *Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact*, dans une variété de contextes. Il y a eu différents types de sessions, y compris les exposés en plénière, les discussions interactives sur les pistes de politiques, et les séances en petits groupes portant sur les domaines d'intérêt spécifiques, tels que la coopération régionale.

Pistes de politiques

INCLUSION FINANCIÈRE

L'inclusion financière vise à attirer les « non bancarisés » – environ 2,5 milliards de personnes dans le monde – dans le système financier formel afin qu'ils aient la possibilité d'accéder aux services financiers : épargne, paiements et transferts, crédit et assurance. Une plus grande inclusion financière a des effets positifs sur la croissance économique, la stabilité financière et la cohésion sociale, et les décideurs dans de nombreux pays en développement et émergents incluent l'accès aux services financiers formels pour les pauvres dans les programmes de développement nationaux et comme un objectif de politique.



STABILITÉ FINANCIÈRE ET L'INTÉGRITÉ

Une approche proportionnée en matière de réglementation qui équilibre la stabilité, l'intégrité et l'inclusion financières est devenue de plus en plus importante. La réglementation proportionnée implique que chaque pays évalue les risques relatifs aux politiques d'inclusion financière (tels que le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) et élabore les réglementations adéquates. Les domaines à faible risque (comme les services destinés aux pauvres) ne peuvent pas exiger le même niveau de réglementation et de surveillance que ceux à risque élevé.



PROTECTION ET ÉDUCATION DES CONSOMMATEURS

La protection et l'éducation des consommateurs sont des questions essentielles pour les clients vulnérables et à faible revenu. Les efforts visant à renforcer les mécanismes de protection efficaces et à améliorer l'alphabétisation et l'éducation financières sont considérés comme des stratégies complémentaires pour améliorer les « capacités financières » des clients à faible revenu. Cependant, l'autonomisation des consommateurs est un domaine en pleine évolution, et concerne des questions allant de la transparence et de divulgation aux mécanismes de recours.



SESSIONS PLÉNIÈRES

Les conférenciers et panélistes des institutions membres de l'AFI, de la communauté du développement, du milieu universitaire et du secteur privé ont exploré les questions allant de l'optimisation des liens entre les objectifs financiers à l'évaluation de l'impact de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté et le développement inclusif.



SÉANCES THÉMATIQUES

Ces séances ont porté sur les domaines d'intérêt particulier pour les membres de l'AFI, tels que le renforcement des capacités au sein du Réseau de l'AFI, les résultats des recherches récentes, et les initiatives de coopération régionale fondées sur les services financiers mobiles en Afrique (AMPI) et en Amérique Latine et Caraïbes, et les transferts de fonds en Asie.





GPF en images



Le Gouverneur Zeti Akhtar Aziz de la Bank Negara Malaysia fait sonner le gong de l'AFI



Njuguna Ndung'u, Gouverneur, Central Bank of Kenya



Benno Ndulu, Gouverneur, Bank of Tanzania



Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, Avocate spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Finance Inclusive pour le Développement et Président d'Honneur du Partenariat Mondial pour l'Inclusion Financière du G20, se joint aux dirigeants de l'AFI pour prononcer le discours liminaire lors du GPF



Amando Tetangco Jr., Gouverneur de la Bangko Sentral ng Pilipinas et Président du Comité Directeur de l'AFI



Bill Gates, Co-président de la Fondation Bill & Melinda Gates, accueille les participants au GPF à l'aide d'un message vidéo personnel



Pour plus de photos et de nouvelles au sujet du GPF 2013, consultez les éditions du GPF Connect – bulletin quotidien du Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière de l'AFI, à : www.afi-global.org/library/publications

Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact : Créer la Synergie entre l'Inclusion, la Stabilité et l'Intégrité Financières, et la Protection des Consommateurs

Dans de nombreux pays émergents et en développement, l'inclusion financière est devenue un objectif de politique aussi important que la stabilité et l'intégrité financières et la protection des consommateurs. Cette session a mis en évidence la façon dont les décideurs financiers optimisent les liens de politiques entre ces quatre objectifs.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

Les institutions membres de l'AFI contestent la notion selon laquelle les compromis entre les objectifs de politiques financières sont inévitables.

Banco de México : la stabilité financière est le principal mandat de la banque centrale, mais l'inclusion financière est reconnue au plus haut niveau comme importante pour un système financier sain, et est le principal objectif du Conseil National sur l'Inclusion Financière – un mécanisme de coordination inter-agences.

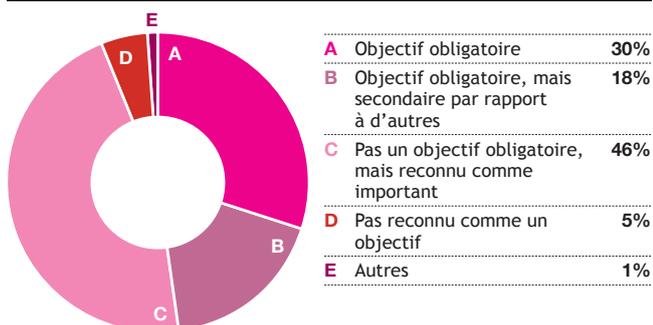
BCEAO : mettre l'accent sur l'inclusion financière a conduit aux réformes qui étaient initialement destinées à stabiliser les prix et à gérer les prêts, mais qui ont finalement contribué à la croissance économique et à l'équité sociale.

Bank Negara Malaysia : la BNM est l'une des premières banques centrales dans le monde à avoir un double mandat de stabilité et d'inclusion financières.

« L'inclusion financière renforce les résultats, tels que la croissance équilibrée, qui contribuent aux marchés financiers robustes. L'exclusion risque de créer l'instabilité dans le système. »

Gouverneur Zeti Akhtar Aziz
Bank Negara Malaysia

L'inclusion financière est-il un objectif obligatoire de votre institution ?



Source : vote électronique portable, 321 voix au total

PROCHAINES ETAPES

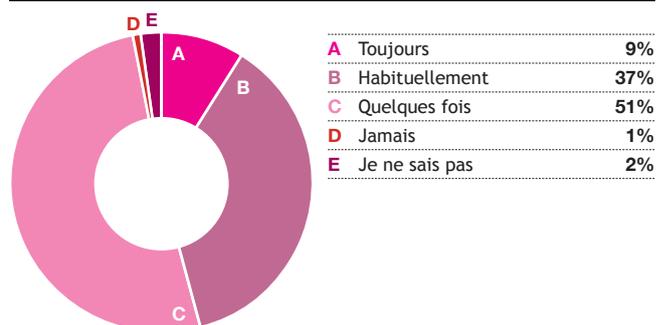
Les panélistes ont donné des conseils pratiques sur la mise en œuvre des quatre objectifs de politiques financières :

- **Faciliter la diffusion d'informations** grâce aux mécanismes de coordination nationaux, aux consultations inter-agences et à l'implication de l'industrie.
- **Le leadership est essentiel.** Un chef de file ou un champion institutionnel aide à s'assurer que les objectifs de politiques sont équilibrés et alignés avec les ceux plus larges de développement national.
- **Documenter le processus et promouvoir les politiques fondées sur la preuve.** La collecte des données et la recherche permettent d'identifier et d'optimiser les liens de politiques. L'AFI est particulièrement bien placée pour créer un référentiel de meilleurs pratiques au profit de ses membres.



Gouverneur Zeti Akhtar Aziz, Bank Negara Malaysia, et autres experts discutent de l'optimisation des liens de politique entre les quatre objectifs de politiques financières

Les compromis entre l'inclusion financière et d'autres objectifs de politiques sont-ils inévitables ?



Source : vote électronique portable, 321 voix au total

L'Impact de l'Inclusion Financière sur la Réduction de la Pauvreté et le Développement Inclusif

Il est généralement admis que l'inclusion financière a un impact positif sur les pauvres en augmentant les revenus, en construisant des actifs et en protégeant contre les chocs économiques, mais combien de preuves en avons-nous ? Cette session sous forme d'émission-débat a discuté de la valeur des données opportunes, exactes et complètes dans l'élaboration des politiques, des défis de collecte de données et de la nécessité de mener une recherche sur la dynamique sociale des pauvres.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

Les données sur l'impact sont limitées. De nombreux pays n'ont toujours pas de données fiables sur les côtés demande ou offre. Cependant, la collecte des données s'améliore, ce qui comprend la mesure de l'impact des politiques gouvernementales. Les données sur l'impact existent au niveau micro (ménage). Les essais contrôlés randomisés (ECR) rigoureux ont été menés et bien qu'il y ait certains problèmes méthodologiques, les résultats peuvent être généralisés.

La technologie améliore la collecte de données. Par exemple, les données SIG sont utilisées pour localiser les points d'accès aux services financiers par rapport à l'endroit où vivent les gens. Faire correspondre ces données permet d'identifier les segments de la population sans accès aux services financiers.

Les données sur l'impact sont un bien public. Les décideurs se rendent compte qu'ils doivent investir dans la collecte de données plutôt que d'attendre que quelqu'un d'autre le fasse.

L'innovation pourrait apporter des réponses. Les méthodes de recherche innovantes et de nouveaux partenariats de recherche avec les universités, les bailleurs de fonds et le secteur privé pourraient permettre de relever certains des défis relatifs aux données.

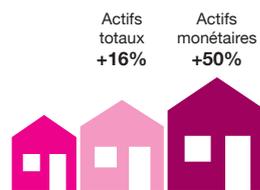
Faire la lumière sur les données. La recherche actuelle doit être rendue publique et de façon transparente dans un langage clair et courant.



Rodger Voorhies, Fondation Bill & Melinda Gates, et Beatriz Marulanda, AFI Associate

« Si nous réglons ces grands problèmes d'inclusion financière, ce sera grâce aux nouveaux modèles d'affaires, aux technologies et aux innovations. Les données nous permettent de savoir les innovations efficaces et celles inefficaces. »

Rodger Voorhies
Fondation Bill & Melinda Gates



Lorsque les ménages au Népal ont ouvert un compte d'épargne, les actifs monétaires ont augmenté de plus de 50 % et les actifs totaux de 16 %.

(Source : Innovations for Poverty Action)



Lorsque les producteurs de tabac au Malawi ont ouvert des comptes d'épargne volontaires bloqués, ils ont cultivé près de 10% de plus de terres, ont stimulé les récoltes de plus de 27% et ont augmenté les dépenses des ménages de 17 %.

Votre pays mesure-t-il l'alphabétisation financière ?



Source : vote électronique portable



Aishwarya Ratan, Innovations pour Action contre la pauvreté, partage ses expériences

Table Ronde des Dirigeants sur la Collaboration entre l'AFI et les Organismes de Normalisation Financière

Les dirigeants des institutions membres qui mettent en œuvre des politiques d'inclusion financière innovantes se sont réunies à huis clos pour discuter de la collaboration entre l'AFI et les Organismes de Normalisation Financière mondiaux et étudier une proposition conjointe du G-24 / AFI sur le lancement d'une initiative d'apprentissage des pairs avec les Organismes de Normalisation Financière.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

Initiative d'apprentissage des pairs : cette initiative fournira un mécanisme structuré permettant aux membres de l'AFI d'examiner et de contribuer aux travaux en cours au niveau des Organismes de Normalisation Financière, tels que les difficultés pratiques de mise en œuvre des normes mondiales sur le terrain. En réunissant divers points de vue régionaux, l'initiative promouvra l'apprentissage des pairs tant au niveau du leadership qu'au niveau des groupes de travail.

Cadre de risques global : le Réseau de l'AFI développera un cadre pour évaluer les risques que posent l'exclusion financière et le surendettement à l'intégrité et la stabilité financière. La première étape consiste à développer une méthodologie et à créer un groupe de travail de haut niveau pour piloter ce processus. Les premiers résultats feront l'objet des discussions lors de la sixième Table Ronde Annuelle des Décideurs du G-24 / AFI au cours des Réunions de Printemps du FMI / Banque Mondiale en avril 2014.

PROCHAINES ÉTAPES

Les dirigeants de l'AFI, ensemble avec Sa Majesté la Reine Máxima et Karl Cordewener du CBCB, ont convenu les actions concrètes suivantes :

- Le Réseau de l'AFI développera un mécanisme interne pour partager les expériences pratiques dans la mise en œuvre des normes mondiales.
- Les dirigeants se sont félicités de l'opportunité potentielle qui permettrait aux membres de l'AFI de participer à une réunion de haut niveau avec les Organismes de Normalisation Financière sur l'inclusion financière. La réunion sera coorganisée par SM la Reine Máxima et Stefan Ingves, Président du Comité de Bâle, en octobre 2014. Ce sera une occasion importante de collaborer avec les Organismes de Normalisation Financière et faire des progrès sur le cadre de risques.
- Le Groupe Consultatif de Bâle du CBCB dispose maintenant d'un flux de travail sur l'inclusion financière qui mène une « enquête sur la gamme de pratiques » en vue de revoir ses Directives 2010 sur la Surveillance et la Réglementation de la Microfinance. Le CBCB s'est félicité des commentaires des membres de l'AFI, et l'AFI aidera à coordonner les apports et explorera la possibilité d'organiser un atelier technique.

Transformer l'Économie des Paiements grâce aux Innovations de Politiques

Cette session a mis en évidence les résultats d'une nouvelle étude de six pays menée par la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) qui a examiné la façon dont les régulateurs et les décideurs peuvent rendre plus efficaces les systèmes de paiement numériques et réduire les coûts de transactions afin de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de personnes pauvres.

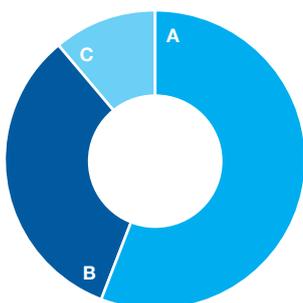
FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

- Le passage des paiements en espèces à ceux numériques réduit les coûts pour les ménages à faible revenu et relie les pauvres aux services financiers formels.
- Trois choses importantes doivent être considérées lors de la promotion des paiements numériques destinés aux ménages à faible revenu : choix du canal (la plate-forme utilisée), échelle et efficacité.
- Les systèmes de paiement sont complexes et difficiles à expliquer. La Fondation Gates a créé un nouveau cadre, l'ACTA, pour analyser les quatre aspects des paiements : activités de compte, réseaux d'encaissement / décaissement (CICO), transactions et contiguïtés (activités génératrices des revenus non liés aux paiements pour les prestataires de services de paiement (PSP)).

PROCHAINES ÉTAPES

Créer les réformes et les réglementations nécessaires pour réduire les coûts de transaction et stimuler la croissance dans ce secteur est complexe, ce qui rend d'autant plus important que le GPF et les Groupes de Travail de l'AFI (en particulier le MFSWG) continuent à fournir une plate-forme pour le partage des connaissances techniques provenant des réformes de politiques et réglementaires éprouvées et couronnées de succès. Le nouveau cadre dit « ACTA » contribuera à stimuler ces discussions.

Pensez-vous que les paiements électroniques deviendront plus fréquents que ceux en espèces ?



A	Oui, dans les 10 prochaines années	56%
B	Oui, mais pas dans les 10 prochaines années	33%
C	Non, les paiements en espèces seront toujours roi	11%

Source : vote électronique portable

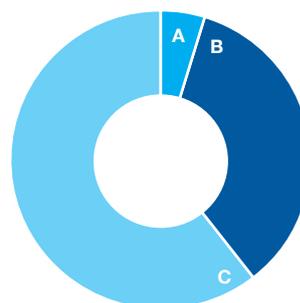
« 88% des adultes disposent d'un compte de monnaie mobile en Tanzanie. À l'avenir, nous devons aller au-delà des paiements en vue d'élargir et d'approfondir les services qui peuvent être accessibles via la monnaie mobile. »

Kennedy Komba
Bank of Tanzania



Jason Lamb, Fondation Bill & Melinda Gates

Selon vous, qu'est-ce qui est essentiel pour le développement des paiements électroniques dans les 10 prochaines années ?



A	Émergence de nouvelles technologies	5%
B	Diffusion et augmentation de la couverture de la technologie existante	35%
C	Les deux sont essentiels	61%

Source : vote électronique portable

La Biométrie Peut-elle Faire Avancer l'Inclusion Financière ?

Dans de nombreux pays en développement, les pauvres n'ont aucun type d'identification formelle. Ces « millions manquants » sont complètement absents de l'économie formelle, mais la biométrie – un ensemble de technologies qui utilise les caractéristiques physiques / biologiques et comportementales pour identifier les individus – a le potentiel de fournir une identité officielle et un « code d'accès » aux services financiers.

Cette session a comporté les expériences des trois pays qui ont mis en place des systèmes d'identification biométriques et la façon dont ils ont réussi à trouver un équilibre entre l'accès financier et la confidentialité des clients.

SYSTÈME DE CARTES FINANCIÈRES (FCS) EN OUGANDA

Le FCS est un système d'identification bancaire qui utilise la biométrie pour établir des identités et créer un bureau national de crédit. Environ 900 000 cartes ont été délivrées à ce jour et plus de 150 000 sont émises chaque année. Les banques doivent obligatoirement utiliser le FCS pour tous les prêts.

PARTENARIAT DU NIGERIA AVEC UN FOURNISSEUR DE TECHNOLOGIE DE PAIEMENT

Le Nigeria pilote actuellement une carte d'identité nationale qui utilise la technologie de paiement de MasterCard et stocke des données dans la base des données nationale sur l'identité. Avec un Numéro d'Identification National (NIN) et trois types de données biométriques, la carte peut être utilisée pour l'Identité électronique, les services bancaires, le droit de vote et d'autres applications. L'un des objectifs est de réduire les cas de fraude par carte de crédit / débit en liant l'identité biométrique aux applications de paiement.

« Au Nigeria, 2 milliards de dollars sont perdus au vol d'identité chaque année. Le système biométrique permettra au pays de faire face à ce problème. »

Chris Onyemenam
National Identity Management Commission Nigeria

SYSTÈME AADHAAR DE L'INDE

En Inde, le Système Aadhaar émet un numéro à 12 chiffres au hasard à chaque résident. Ce numéro peut être utilisé pour ouvrir les comptes bancaires sans fioritures et recevoir des paiements. Un programme de transfert de fonds à grande échelle qui utilise ce numéro en tant qu'« adresse » a été lancé en 2013, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité et la transparence des prestations sociales et aux pauvres de bénéficier directement. Même ceux qui dont le niveau d'alphabétisation est faible peuvent se servir du système. Dans tous les trois pays, le public a exprimé des craintes au sujet de la confidentialité et de la surveillance, ce qui rend, selon les panélistes, les campagnes d'éducation particulièrement importantes. Résultats de vote :



50%

50% pensent que la biométrie ferait progresser l'inclusion financière de manière significative

50% ne veulent pas permettre aux gouvernements d'utiliser les données d'identification à d'autres fins, comme la fiscalité



2/3 seraient à l'aise avec la prise des empreintes digitales



Des panélistes discutent de la nécessité de trouver un équilibre entre l'accès financier et la vie privée des clients

Suivre l'Évolution des Risques Changeants pour les Consommateurs : Stratégies Pratiques de Surveillance du Marché et de Supervision des Pratiques Commerciales

Cette session a examiné l'état actuel de la supervision des pratiques commerciales, les fonctions prudentielles et de pratiques commerciales des superviseurs, les types d'outils et de techniques de surveillance en utilisation et la façon dont ceux-ci ont changé au fil du temps.

Les discussions ont porté sur les risques pour les consommateurs émergents de nouveaux modèles d'affaires tels que les correspondants bancaires et les services financiers mobiles, et la façon de renforcer la surveillance du marché, de s'assurer que les intérêts des consommateurs sont suffisamment protégés, et de promouvoir une finance responsable grâce aux associations des consommateurs, aux médias et à l'industrie.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

- 40% des décideurs dans la session ont pensé que les superviseurs devraient faire plus de recherches et d'enquêtes mystères afin de protéger tous les consommateurs vulnérables.
- Les mauvais conseils aux consommateurs provenant des prestataires de services financiers contribuent à l'endettement et au surendettement des ménages. 60 % des décideurs dans la session étaient préoccupés par le surendettement dans leurs marchés de crédit aux particuliers.
- La protection du consommateur ne reçoit pas suffisamment d'attention car les nouvelles technologies et canaux de distribution génèrent de nouveaux types de risques. Les superviseurs doivent relever ce défi et s'efforcer de renforcer les règles de protection des consommateurs existantes.
- Le Groupe de Travail sur l'Autonomisation des Consommateurs et les Pratiques Commerciales (CEMC) étudiera les moyens de renforcer ou de promouvoir ce domaine thématique. On a suggéré que le CEMC WG développe des outils ou des modèles pour aider les membres dans la mise en place des outils de surveillance.

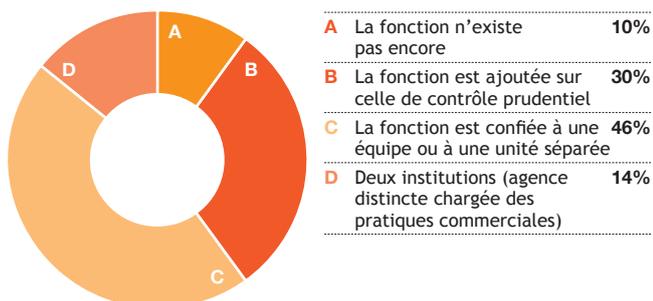
« La relation entre les fonctions prudentielles et celles de pratiques commerciales des superviseurs pourrait être décrite comme un couple marié, ils ne peuvent pas vivre l'un sans l'autre, mais il est également difficile pour eux de vivre ensemble. »

Armenuhi Mkrtchyan
Central Bank of Armenia



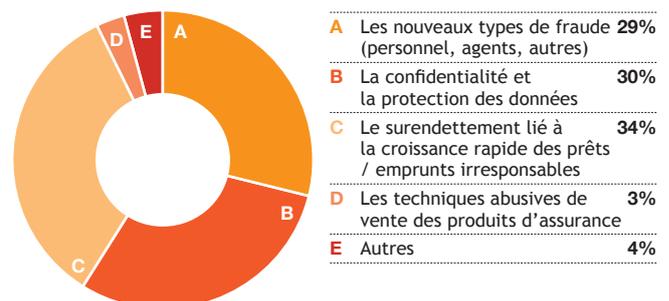
Des experts discutent de l'état de la surveillance des pratiques commerciales

« La phrase qui décrit le mieux la fonction de pratiques commerciales dans mon institution... »



Source : vote électronique portable

« Au cours des trois prochaines années, le risque que je pense sera le plus important pour les consommateurs typiques de mon pays proviendra de... »



Source : vote électronique portable

Rencontrer les Chercheurs et Discuter des Résultats Récents

De nouvelles recherches ont permis de mieux comprendre la façon dont les politiques d'inclusion financière influent sur les vies des ménages vulnérables. Cette session a examiné les résultats de trois projets de recherche récents.

INSEAD a mené une étude mondiale sur les innovations de paiement et la sécurité des données qui a examiné la façon dont les technologies mobiles façonnent les paiements et l'accès financier. En se concentrant sur le Mexique, la Russie, l'Afrique de l'Ouest et l'Inde, les chercheurs ont révélé les principaux résultats de recherche sur les paiements mobiles et le rôle des régulateurs en matière de sécurité des données.¹ Tout d'abord, les systèmes interopérables ouvrent la voie à une sécurité permanente et à l'adoption massive des technologies de paiement et de sécurité mobile. La coopération et les consultations entre les banques centrales et les parties prenantes de l'industrie facilitent l'interopérabilité. Deuxièmement, un gouvernement efficace intègre la sécurité et renforce la confiance des consommateurs. Cela se réalise grâce à la coopération parmi les parties prenantes et à l'analyse des effets de la réglementation sur l'ensemble du système.

Innovations for Poverty Action a mené une étude randomisée contrôlée (ERC) sur l'impact de l'épargne sur les agriculteurs au Malawi. L'IPA a constaté que les comptes d'épargne volontaires bloqués ont significativement augmenté l'épargne avant la prochaine saison de plantation, ce qui a également augmenté les intrants agricoles, les récoltes et les dépenses des ménages.

L'Institute for Money, Technology and Financial Inclusion (IMTFI) a étudié l'effet du remboursement des microcrédits à l'aide du téléphone cellulaire sur la confiance des clients dans le stockage de la valeur mobile,² et a conclu que l'utilisation de la monnaie mobile n'a pas amélioré l'expérience ou la confiance des clients dans la technologie. Les consommateurs étaient susceptibles de s'en tenir à de vieilles habitudes, combinant peut-être des moyens formels et informels de stockage de l'argent. L'utilisation des services bancaires via la téléphonie mobile a eu un faible effet sur la diversification de l'utilisation de la monnaie mobile et l'accroissement de l'épargne chez les consommateurs. Using mobile banking services had a weak effect on diversifying mobile money usage and inducing customers to save.

PRINCIPAUX MESSAGES

La technologie ne suffit pas. Le comportement humain et organisationnel, plutôt que les appareils, devrait être l'objectif principal. Le meilleur appareil s'adapte aux pratiques d'épargne d'un individu.

La coopération et la consultation sont essentielles à l'interopérabilité. Les conseils sur les paiements, les rencontres public-privé réguliers qui définissent les objectifs communs pour les paiements, et la coopération au sein du secteur financier facilitent l'interopérabilité.

Un gouvernement ingénieur signifie choisir quand et comment réglementer. La réglementation visant à renforcer la sécurité peut avoir des effets négatifs, comme la dissuasion de l'adoption par les consommateurs. Les politiques nationales doivent examiner la façon dont les règles affectent le comportement des consommateurs et des entreprises.



Anatoly Gusto, Institut pour l'argent, technologie, et l'inclusion financière



Aishwarya Ratan, Innovations pour action contre la pauvreté

¹ Points de données quantitatives provenant de plus de 100 pays et données qualitatives provenant d'entrevues structurées.

² L'étude a examiné les clients de la Green Bank à Mindanao, aux Philippines.

Le Défi pour les Régulateurs : la Durabilité et l'Évolutivité de la Microassurance et la Protection des Consommateurs

La microassurance bénéficie d'une attention croissante comme un moyen d'améliorer l'accès à une assurance abordable pour les pauvres. Plus de produits et de modèles deviennent désormais disponibles, mais ils sont encore au stade de développement. Lors de cette session, les experts ont identifié la fidélisation des clients et la distribution efficace des produits comme éléments essentiels à la création d'un secteur de microassurance durable. Ils ont également discuté de diverses façons d'atteindre une plus grande échelle.

Subventions gouvernementales. Étant donné que la microassurance a des avantages sociaux et économiques – l'accès aux soins de santé, la productivité agricole et la protection contre les catastrophes naturelles – les subventions peuvent permettre d'atteindre les objectifs de politiques publiques, mais elles doivent être éliminées lorsque les produits deviennent durables. Les prix des produits doivent être définis par les marchés, transparents et fondés sur les principes d'assurance.

Nouvelles technologies. En s'appuyant sur les fournisseurs de services mobiles au Zimbabwe, un produit de microassurance a atteint 20% de la population dans sept mois. Cependant, les nouvelles technologies peuvent créer de nouveaux risques pour la protection des consommateurs et doivent être surveillées de près.

Tirer parti des institutions existantes. Deux possibilités : i) réduire la taille des fournisseurs d'assurance existants en créant une filiale dédiée de microassurance, ou ii) formaliser et intensifier les pratiques des institutions du niveau intermédiaire telles que les coopératives.

Protection des consommateurs. La microassurance nécessite une approche réglementaire différente en matière de protection des consommateurs par rapport aux produits d'assurance classiques ou celles des marchés développés. L'une des options est l'introduction des produits de microassurance sur le marché grâce à une couverture obligatoire ou automatique (par exemple, les programmes de fidélité qui offrent une protection de base gratuite) pour accumuler une sinistralité favorable et une réputation avant d'offrir des produits de microassurance sur une base volontaire d'achat.

À votre avis, lequel des aspects suivants présenteront le plus grand défi pour les régulateurs quant à l'industrie de la microassurance dans votre pays ?

Durabilité	86%
Évolutivité	6%
Protection des consommateurs	6%
Non-répondants	2%

Source : vote électronique portable

PROCHAINES ÉTAPES

Les discussions ont révélé un grand intérêt dans ce domaine, et les membres ont proposé la création d'un nouveau groupe de travail sur la microassurance ou l'intégration de ce domaine thématique dans les groupes de travail existants sur une base régulière.

« L'assurance est sous-utilisée et sous-estimée. Si tous les décideurs voyaient son potentiel réel, nous assisterions à sa pleine intégration dans le contexte de l'inclusion financière. »

Craig Churchill
Microinsurance Network



Loi Bakani, Gouverneur, Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée



Gerardo Butardo, Bangko Sentral ng Pilipinas

Innovations Technologiques en faveur de l'Inclusion Financière et de la Gestion des Risques

Les nouvelles technologies sont essentielles à l'expansion de la portée des services financiers et des nouvelles offres. À mesure que les entreprises de technologie se joignent aux autres acteurs de marché, les consommateurs auront un accès croissant aux points de transaction : terminaux de point de vente mobiles, guichets automatiques, réseaux de paiement, agents et kiosques électroniques. Cette session a examiné les défis, les risques et les promesses de ces nouvelles technologies.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

Analyse de rentabilisation. Développer une analyse de rentabilisation qui est judicieuse pour tous les acteurs dans la chaîne de valeur – institutions financières, tierces parties, entreprises et clients – n'est pas facile. Les approches fondées sur le risque appropriées et proportionnées en matière de réglementation de ce secteur peuvent faire une grande différence.

Identification. La biométrie peut aider à relever les défis d'identification, comme le fera une adoption plus large de nouvelles directives du GAFI et les réglementations échelonnées en matière de connaissance /de vigilance à l'égard de la clientèle (KYC / CDD). Les nouvelles technologies peuvent présenter des risques, mais elles aident également à les réduire dans les domaines de fraude et d'identification.

Éducation financière. Elle est essentielle pour l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies. Elle doit non seulement promouvoir des services, mais en plus fournir une plus grande protection aux consommateurs.

Nouveaux défis réglementaires. La Russie a développé un grand écosystème de paiement électronique centré sur le client qui amène les personnes non bancarisées dans le système financier formel. Cependant, cette nouvelle technologie pose de nouveaux défis aux régulateurs : hybridation (monnaie électronique et cartes de crédit), crypto-monnaie, moins de temps pour déployer de nouvelles technologies et nouveaux risques réglementaires.

Les partenariats public-privé et le dialogue avec les régulateurs sont essentiels. L'utilisation à grande échelle de technologies ne peut être accomplie par une seule partie et nécessite le soutien d'un environnement réglementaire favorable.

L'échelle est importante, mais la convergence des technologies et des plates-formes est essentielle. Une inter-connectivité et une interopérabilité plus large permettent aux clients d'avoir de multiples options et facilitent les transactions.

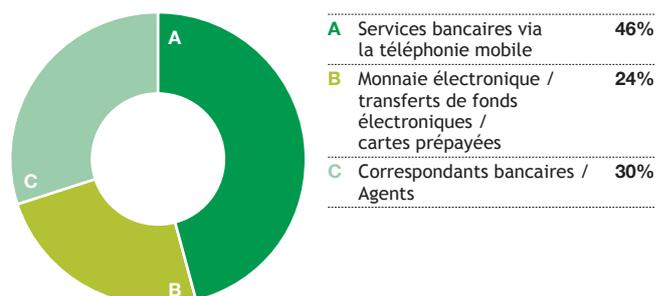
« La volonté du gouvernement de jeter un coup d'œil inclusif sur l'évolution de la technologie fut la raison de notre partenariat avec le Rwanda. »

Stephen Kehoe
Visa Inc.



Kennedy Komba, Bank of Tanzania

Dans votre pays, lequel des différents modèles de technologies détiennent le plus grand potentiel pour soutenir l'inclusion financière ?



Source : vote électronique portable

L'Importance de l'Éducation Financière dans le Contexte d'Inclusion Financière

Dans cette session, les experts ont fait le point sur les initiatives d'éducation financière dans leurs pays respectifs et ont discuté de la manière dont les nouveaux canaux de technologies pourraient être exploités pour améliorer l'éducation financière. Un problème majeur a été le fait que la compréhension du consommateur diminue à mesure que les produits financiers se développent en nombre et complexité.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

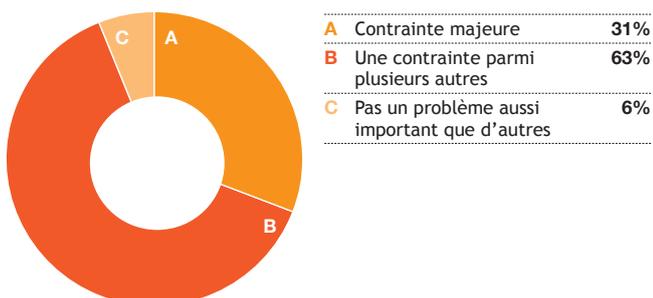
Les régulateurs devraient jouer un rôle de premier plan dans l'alphabétisation et l'éducation financières, mais devrait impliquer d'autres parties prenantes comme les institutions financières, Ministères de l'Éducation, Bailleurs de fonds et la société civile.

La poursuite de l'alphabétisation financière un sujet chaud parmi les régulateurs travaillant dans le domaine de la protection des consommateurs, et la demande pour les programmes d'alphabétisation financière est à la hausse. Cependant, d'autres recherches sont nécessaires pour déterminer l'impact des programmes d'alphabétisation financière, car il n'y a pas assez d'indicateurs de qualité.

« Les consommateurs ont tendance à s'intéresser plus aux récompenses offertes par l'institution financière qu'aux risques qui y sont associés. »

Koid Swee Lian
AKPK Malaysia

À quel point les compétences financières constituent-elles un obstacle à l'accroissement de l'inclusion financière dans votre pays ?



Source : vote électronique portable

PROCHAINES ÉTAPES

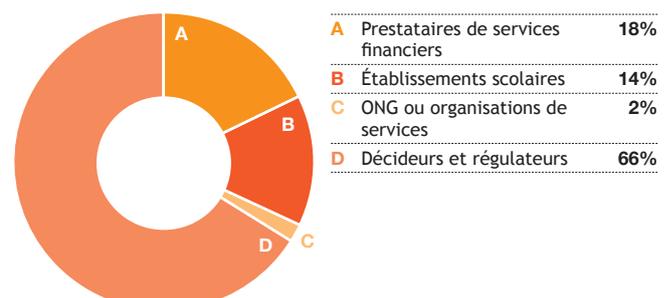
Les membres de l'AFI ont demandé plus de preuves sur l'impact des programmes d'éducation et d'alphabétisation financières. Le Groupe de Travail sur l'Autonomisation des Consommateurs et les Pratiques Commerciales (CEMC WG) a créé un sous-groupe sur l'alphabétisation et l'éducation financières, qui identifiera d'abord les membres de l'AFI qui ont mis en œuvre des stratégies nationales d'éducation et d'alphabétisation financières, et produira par la suite un rapport montrant les succès, les défis et les leçons.

Pensez-vous qu'il y a suffisamment de rendement provenant de l'investissement dans l'éducation financière pour un prestataire de services financiers ?



Source : vote électronique portable

D'après vous, à qui incombe la principale responsabilité d'éducation financière ?



Source : vote électronique portable

Expérience Malaisienne en matière d'Inclusion Financière : Améliorer les Vies et Réduire la Pauvreté

Cette session a mis en évidence l'expérience de la Malaisie dans le domaine d'inclusion financière, qui a commencé ayant pour but d'éradiquer la pauvreté absolue et ensuite faire de l'inclusion financière une des priorités nationales. La Bank Negara Malaysia et les organismes gouvernementaux comme Amanah Ikhtiar Malaysia (AIM) et l'Unité de Planification Économique (EPU) sont parmi les agences qui conduisent le programme d'inclusion financière dans le pays.

Amanah Ikhtiar Malaysia (AIM) : la première institution de microfinance en Malaisie, AIM est la plus grande réplique du modèle Grameen en dehors du Bangladesh. Elle a réussi à promouvoir la microfinance dans le pays, ayant notamment le succès au niveau des femmes emprunteurs, qui sont au nombre de 330 000 et un taux de remboursement de 99%. AIM a élargi son offre au-delà des services financiers aux domaines critiques tels que la formation et le renforcement des capacités, ce qui contribue à la durabilité des entreprises appartenant aux femmes.

Unité de Planification Économique (UPE) : l'UPE estime que l'inclusion financière doit être alignée sur le renforcement des capacités et les initiatives d'éducation et de communication pour réussir. Les interventions de politiques précoces ont pris une approche sectorielle puisque la plupart des gens pauvres étaient dans le secteur agricole, mais l'accent a depuis été réorienté vers les segments à faible revenu de la population.

Bank Negara Malaysia (BNM) : la BNM a élaboré un Plan Directeur du Secteur Financier (PDSF) qui fournit un cadre clair permettant aux institutions financières de développer des initiatives d'inclusion financière. Intégré dans le PDSF est une vision de services financiers convenables, abordables et accessibles à tous, ainsi que l'adoption accrue, l'utilisation responsable et la satisfaction élevée des clients. Une façon dont la BNM a réalisé ces objectifs est en menant la recherche dans les zones reculées du pays afin de mieux comprendre les besoins financiers des collectivités locales. Un résultat important a été la mise en place des correspondants bancaires, qui ont permis d'élargir l'accès et de réduire les coûts pour les personnes vivant dans les zones rurales.



Kamari Zaman Juhari, Bank Negara Malaysia

La BNM a évité d'être trop normative et d'étouffer l'innovation. En atteignant les sous-desservis, en particulier les PME, ses approches de politiques ont évolué, y compris le changement de la mentalité des acteurs de l'industrie financière quant aux priorités de l'inclusion financière. Comme Chuah Mei Lin de l'Association des banques en Malaisie a expliqué, les banques commerciales y ont contribué en desservant les personnes non bancarisées grâce à des services tels que les correspondants bancaires et la microfinance. Les banques commerciales et la BNM travaillent également sur l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les PME. Une initiative couronnée de succès est le programme de jumelage des PME, dans lequel les PME présentent leurs idées à un groupe de banquiers pour obtenir du financement. Ce programme a fourni un moyen permettant aux banques et aux PME de mieux se comprendre.

« La partie unique de nos efforts est l'accent mis sur les femmes, en particulier celles au foyer. Cela a connu un grand succès et de manière significative, car le taux de remboursement des prêts par les femmes a toujours été autour de 99%. »

Datuk Hajah Zabidah Ismail
Amanah Ikhtiar Malaysia

Objectif

95%

des adultes en Malaisie aura accès au système bancaire formel en 2014

Progrès

92%

des adultes en Malaisie ont déjà accès au système bancaire formel

Bancariser les Clients grâce à la Monnaie Mobile

L'industrie de la monnaie mobile a connu une expansion rapide au niveau mondial au cours des dernières années, mais l'essentiel des services dans de nombreux pays reste le transfert de fonds. Dans cette session, les pionniers des services financiers mobiles (MFS) se sont réunis pour discuter de la façon dont les progrès des technologies mobiles, en particulier la monnaie mobile, leur permettent de « bancariser » les clients d'une toute nouvelle façon. Ils ont examiné les services de deuxième génération – crédit, assurance et épargne – qui répondent aux besoins des pauvres, tout en réduisant les coûts de gestion des plus petits comptes et en élargissant l'accès à ceux précédemment non desservis par les banques.

Commercial Bank of Africa et Safaricom : ensemble avec Safaricom, la Commercial Bank of Africa a lancé M-Shwari, un nouveau produit qui offre un compte d'épargne portant intérêt qui fournit également l'accès au crédit à court terme. En utilisant un algorithme d'évaluation du crédit, les clients n'ont jamais à interagir avec un agent de crédit ou une succursale bancaire. M-Shwari a connu une adoption sans précédent, atteignant plusieurs millions d'utilisateurs à ce jour.

BPI Globe Banko : BPI Globe Banko Inc. (OB) est un partenariat entre Globe, Bank of Philippine Islands et Ayala Corp, qui offre les services de paiements, d'épargne, de crédit et des produits d'assurance aux clients issus des ménages à faible revenu, principalement en utilisant les téléphones mobiles. Banko a atteint plus de 350 000 clients à ce jour.

Bangladesh Bank : le Gouverneur Atiur Rahman de la Bangladesh Bank a décrit le déploiement réussi des services bancaires mobiles au cours des dernières années. Les politiques gouvernementales ont activement encouragé et facilité l'adoption des services financiers permettant de réduire les coûts pour les clients dans les zones éloignées sans succursales par l'utilisation de nouvelles technologies tels que le téléphone mobile / services bancaires par carte à puce, et en partenariat avec les IMF et les réseaux de correspondants. En un peu plus de deux ans, le nombre de correspondants offrant les services bancaires via la téléphonie mobile a grimpé à plus de 100 000 et les transactions trimestrielles dépassent 1 milliard de dollars, faisant du Bangladesh l'un des marchés les plus dynamiques en ce qui concerne les services bancaires via la téléphonie mobile dans le monde.

« Nous, en tant que banques et prestataires de services financiers, devrions être en mesure de mettre au point et de nous rivaliser grâce aux produits différenciés tout en partageons des canaux et des réseaux de correspondants. »

Carlos López-Moctezuma
BBVA



Carlos López-Moctezuma, services bancaires aux particuliers de la BBVA et Njuguna Ndung'u, Gouverneur de la Central Bank of Kenya



Eric Njagi – Commercial Banque de Afrique

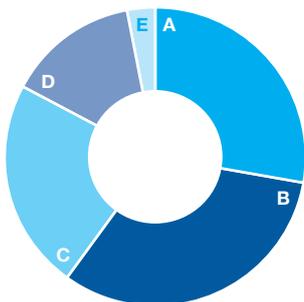
Coordonner les Politiques Novatrices pour Favoriser l'Inclusion Financière des PME Agricoles

Le financement des PME agricoles présente de multiples défis et risques. Les banques commerciales évitent souvent de financer des PME agricoles parce que les risques sont élevés et les possibilités de profits difficiles à identifier. Les gouvernements y interviennent souvent en finançant le secteur pour des raisons allant de la réduction de pauvreté à la sécurité alimentaire, mais cela risque de fausser le marché et d'étouffer les investissements privés. Cette session a mis en évidence des innovations prometteuses s'implantant dans les pays membres de l'AFI, du développement des infrastructures et du financement de la chaîne de valeur à la prestation directe des services financiers par les banques publiques.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

- Réformer les infrastructures financières telles que les bureaux de crédit et les registres de garantie pourrait améliorer la qualité d'informations sur le crédit, clarifier les risques et identifier les opportunités de profit. Les banques centrales et d'autres membres de l'AFI y ont un rôle essentiel à jouer, et la Reserve Bank of Fiji et la Royal Monetary Authority of Bhutan ont décrit la façon dont elles donnent la priorité à ces efforts.
- Le développement des chaînes de valeur novatrices et efficaces est également prometteur, et les participants ont entendu parler d'un récent programme pilote de la SFI qui a remplacé un programme de prêts subventionnés de l'État destinés aux producteurs de cacao en Indonésie.
- Les solutions de financement pour les PME agricoles proviennent du secteur commercial. Agrobank, une entreprise financée par l'État qui fournit des services financiers durables aux entrepreneurs et aux PME agricoles, y joue un rôle important en Malaisie. Cependant, étant donné l'importance de l'agriculture quant aux objectifs généraux du gouvernement, la transition vers un rôle accru du secteur privé sera probablement progressive.

Le défi majeur dans l'expansion rentable du financement de l'agriculture est :



Source : vote électronique portable

PROCHAINES ÉTAPES

Le financement des PME en milieu rural est l'un des thèmes prioritaires du nouveau Groupe de Travail sur le Financement des PME (SMEFWG) de l'AFI, qui s'est réuni pour la première fois lors du GPF 2013. Le SMEFWG commencera à enquêter sur les défis et les solutions de politiques potentiels identifiés lors de cette session.



Wan Mohd Fadzmi Wan Othman, Agro Banque Malaisie



Eden Dema, Vice-Gouverneur, Autorité monétaire royale du Bhoutan



Barry Whiteside, Gouverneur de Reserve Banque de Fidji

Surveiller les Institutions Financières Non Bancaires

L'ouverture de l'infrastructure financière aux institutions financières non bancaires collectrices de dépôts (IFNB), tels que les IMF, les coopératives financières et les banques postales, est une intervention de politiques qui se situe à la croisée de la stabilité et de l'inclusion financières. Cette session a mis en évidence les résultats d'une enquête récente menée auprès des membres de l'AFI sur les institutions financières non bancaires (IFNB) et les défis de surveillance et de contrôle en découlant.

POINTS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE :

- 49% des membres ont une unité spécialisée chargée des institutions financières non bancaires (IFNB).
- 65% des membres sont en train de changer la façon dont ils supervisent les institutions financières non bancaires collectrices de dépôt.
- Seulement 15% des banques postales, 26% des coopératives financières et 50% des IMF collectrices de dépôts sont supervisées de façon prudentielle.

Amélioration de l'accès au Rwanda : suite à la guerre civile et à l'échec des programmes de microfinance parrainés par les ONG, la BNR a introduit une législation et une surveillance qui a divisé les IMF en quatre catégories : IMF informelles, petites IMF / COOPEC, grandes IMF / COOPEC et IMF de crédit. Les COOPEC ont été un moteur important permettant l'accès aux services financiers au Rwanda, qui a augmenté de 46% en 2009 à 72% en 2012.

Contrôle au Pérou : les institutions financières non bancaires collectrices de dépôts sont contrôlées et couvertes par l'assurance-dépôts. Le Pérou compte 160 coopératives financières, et un projet de loi récemment avancé par le Comité sur l'Économie peut permettre à la SBS de contrôler les plus grandes coopératives, qui détiennent 60% des actifs du secteur.

Réglementation prudentielle ou non prudentielle ?

La plupart des panélistes ont convenu que les deux sont complémentaires. La réglementation prudentielle vise à protéger les petits déposants, mais aussi à s'assurer de la stabilité financière, afin qu'un degré de réglementation prudentielle puisse être appliqué aux IFNB proportionnellement à leur profil de risque. Quant aux petits prêteurs informels, s'ils ne collectent pas de dépôts, la surveillance prudentielle peut ne pas être nécessaire et la réglementation proportionnelle pourrait s'appliquer à sa place pour protéger les clients.

Large portée et impact. Les institutions financières non bancaires collectrices de dépôt servent environ 596 millions de personnes dans le monde et sont en mesure d'élargir l'accès et de réduire la pauvreté en raison de la proximité des clients, des offres de services d'épargne et d'une gamme complète de produits et de faibles coûts d'inscription.³

³ La recherche menée par la Fondation Bill & Melinda Gates a identifié ces éléments comme facteurs essentiels à l'expansion de l'accès aux services financiers et à la réduction de la pauvreté.

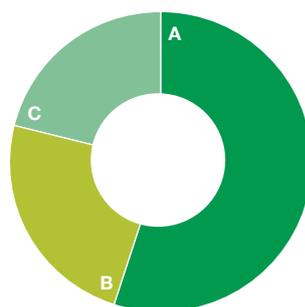
« La supervision des institutions financières non bancaires au Rwanda présente un coût, mais c'est le prix que nous payons pour l'inclusion financière. »

Kevin Kavugizo
National Bank of Rwanda



Des décideurs discutent des défis rencontrés dans la surveillance et la supervision

Comment les IFNB devraient-elles être supervisées de manière prudentielle dans votre pays ?



Source : vote électronique portable

Au-delà de l'Accès et de l'Utilisation : Mesurer la Qualité de l'Inclusion Financière

À mesure que les politiques d'inclusion financière évoluent, mesurer l'accès et l'utilisation ne suffit plus. Les décideurs ressentent de plus en plus la nécessité de mesurer la qualité des services financiers. Dans cette session, les coprésidents du Groupe de Travail sur les Données d'Inclusion Financière (FIDWG) ont expliqué la logique et la méthodologie derrière leur nouvel ensemble d'indicateurs de qualité.

Les indicateurs reposent sur cinq principes directeurs – concision, spécificité, simplicité, amélioration et perspectives des clients – et sont regroupés en huit catégories :

- **Accessibilité financière** : l'exploitation d'un compte ne coûte pas cher ; les consommateurs ne paient pas les taux d'intérêt élevés.
- **Transparence** : les institutions financières donnent fidèlement les informations sur les prix aux clients ; elles utilisent des langages simples et courants.
- **Commodité** : le temps d'attente est court ou la plupart des gens peuvent éviter les files d'attente en recourant aux services bancaires par Internet, aux services de paiement mobiles et aux distributeurs automatiques de billets.
- **Traitement équitable** : les clients ont rarement des problèmes avec les institutions financières et s'ils en ont, ils peuvent les résoudre rapidement ; il est facile de recevoir l'indemnité d'assurance.
- **Protection** : les déposants sont protégés par l'assurance-dépôt.
- **Endettement** : l'endettement est maîtrisé. Un faible pourcentage d'emprunteurs a des dettes en circulation depuis plus de 30 jours, et c'est seulement peu d'emprunteurs qui ont plus de 30 % de leur revenu engagé aux dépenses de la dette.
- **Éducation financière** : les gens comprennent que l'emprunt est coûteux ; une bonne proportion de la population épargne.
- **Choix** : les gens peuvent choisir à partir d'au moins trois différents prestataires de services financiers.



Fabiano Coelho, Banco Central do Brasil

PROCHAINES ÉTAPES

Le FIDWG publiera les indicateurs de qualité. Il dispose également d'un sous-groupe qui conseille les membres du FIDWG sur la mise en œuvre des indicateurs de qualité. Il est important que tous les membres de l'AFI recueillent les données sur la base de l'Ensemble d'Indicateurs de Base et les soumettent à la plate-forme en ligne du FIDWG. Cela facilitera le partage et l'apprentissage entre pairs et permettra aux membres d'évaluer leurs progrès par rapport aux autres.

« La dimension qualité n'est pas seulement un intérêt pour les membres de l'AFI ; au cours des dernières dialogues avec les pays développés, on a constaté que c'est le principal sujet de préoccupation pour eux. »

Fabiano Coelho
Banco Central do Brasil



John Owens, AFI et Zarina Abd Rahman, Bank Negara Malaysia

Autonomiser un Réseau de Promotion de Politiques : Renforcement des Capacités pour l'Inclusion Financière

Cette séance a porté sur l'identification des lacunes dans le renforcement des capacités pour les décideurs d'inclusion financière et a exploré le rôle complémentaire que l'AFI peut y jouer.

Forte demande. Il semble y avoir consensus que les décideurs n'ont souvent pas accès à la formation dont ils ont besoin, ni suffisamment d'informations sur les options de formation. Les membres ont demandé plus de produits et de services de renforcement des capacités, en particulier ceux axés sur l'optimisation des liens entre l'inclusion financière, l'intégrité financière et la protection des consommateurs. Les membres s'intéressent en particulier aux programmes de leadership mondiaux, aux cours de formation destinés aux décideurs et aux superviseurs de pratiques commerciales, à la formation en ligne, aux forums et aux services consultatifs techniques.

Besoins en capacités et formation. Les membres ont exprimé leur intérêt dans l'apprentissage d'une variété de compétences, y compris la façon de concevoir une stratégie nationale d'inclusion financière, de mener une enquête sur le côté demande, de surveiller les institutions financières et d'appliquer efficacement la réglementation relative aux pratiques commerciales et à la protection des consommateurs.

Modules de formation. Les participants ont suggéré l'offre des programmes de formation structurés, en particulier ceux concernant l'élaboration de stratégies nationales d'inclusion financière. Plusieurs se sont déclarés favorables à l'idée de l'organisation d'une formation de formateurs (FdF) pour les décideurs, ainsi que la formation modulaire grâce à l'apprentissage à distance et aux programmes autogérés.

Canaux de formation et partenariats. Les Programmes d'Échange de Connaissances et de Détachement de l'AFI sont des sources importantes d'apprentissage des pairs, et l'Espace des Membres de l'AFI est un autre canal de formation potentiel ou au moins pour faire connaître les possibilités de formation. Le Projet MAP (FENU), le Toronto-Centre, le CGAP et la SFI offrent tous une formation, à la fois en ligne et interne, et ont proposé le développement des partenariats de formation avec les partenaires externes. Les membres de l'AFI de la Malaisie et de l'Indonésie ont exprimé leur intérêt dans la fourniture de la formation au Réseau de l'AFI, et la Bank Negara Malaysia a déjà organisé une formation en matière de financement des PME, de systèmes de paiement et de protection des consommateurs grâce à un nouveau programme pilote.

Une approche tirée par les membres. La conception et le déploiement d'un programme globale de renforcement des capacités est une énorme opportunité stratégique qui permettra à l'AFI de répondre aux besoins de ses membres. Les membres s'intéressent particulièrement à une approche de formation régionale qui leur aiderait à acquérir des compétences et de l'expérience de la part des voisins prospères.

« Pour procéder aux changements de politiques, les institutions doivent avoir les structures et le personnel appropriés. Les investissements doivent être faits, mais parfois les pays ne savent pas tout simplement par où commencer. »

Stephen Mwaura
Central Bank of Kenya



Des décideurs politiques identifient des lacunes dans la formation en matière d'inclusion financière, produits et services et discutent des options pour renforcer les capacités

AMPI et Coopération Régionale en Afrique

La séance portant sur la coopération régionale en Afrique a réuni un ensemble de décideurs, de régulateurs, d'institutions du secteur privé et de partenaires au développement pour examiner les progrès de l'Initiative Africaine sur les Politiques de Services Financiers via la Téléphonie Mobile (AMPI). Les panélistes ont discuté des priorités et des activités pour 2014, et ont échangé des idées sur la façon dont l'AMPI pourrait mieux soutenir la promotion des services financiers mobiles en Afrique à travers son Help Desk régional virtuel.

Comme convenu par les dirigeants de l'AMPI lors de leur réunion à Zanzibar en février 2013, le Help Desk de l'AMPI a été doté des représentants de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Central Bank of Nigeria, de la Banque Centrale du Congo (RDC), de la Bank of Zambia, de la Banque de la République du Burundi et de la Central Bank of Kenya. Un plan de travail élaboré avec l'appui de l'Unité de Gestion de l'AFI a été approuvé par le Président et les dirigeants des institutions membres du Help Desk à Washington DC le 18 avril 2013 lors de la réunion du G-24 / AFI.

Les membres techniques du Help Desk se sont réunis à Nairobi le 9 juillet 2013 pour discuter d'un plan d'action pour la mise en œuvre de l'AMPI, y compris l'élaboration des lignes directrices nécessaires et des règles de travail du Help Desk, des TdR relatifs à l'échange d'informations entre l'AMPI et les parties prenantes et la définition des priorités pour la menant à la fin de 2013 et au-delà.

Depuis octobre 2013, le Help Desk a travaillé avec les membres de l'AMPI en vue de déterminer une vue d'ensemble de l'état de leurs politiques de MFS. Cette information fournit la base d'une évaluation des besoins des membres et guide l'élaboration d'un plan d'activité de l'AMPI. Ce plan sera présenté lors d'une réunion des dirigeants de l'AMPI à Nairobi en février 2014.

L'objectif de la rencontre de Nairobi est de permettre aux participants d'apprécier les différents modèles de MFS et de cadres réglementaires dans le continent, ainsi que de partager les leçons apprises dans la création d'un environnement réglementaire propice au développement et à l'expansion des MFS.

La réunion sur la coopération régionale a contribué au renforcement des engagements et de la volonté des membres de l'AMPI envers l'identification et la mise en œuvre des solutions de politiques efficaces en vue d'éliminer les barrières et les obstacles à la mise à l'échelle de l'inclusion financière en Afrique grâce aux services financiers mobiles.

« Le Help Desk a été l'une des idées les plus innovantes au sein de l'AMPI. »

Professeur Njuguna Ndung'u
Central Bank of Kenya



Jean-Baptiste Compaoré, Vice-Gouverneur, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)



Le Gouverneur Njuguna Ndung'u, Central Bank of Kenya, le Vice-Gouverneur Jean-Baptiste Compaoré, BCEAO et Abdoul Anziz Saïd Attoumane, AFI

Coopération Régionale en Amérique Latine

Dans cette session, les régulateurs du Guatemala, du Pérou et du Salvador ont discuté des différentes approches de réglementation des services financiers mobiles (MFS) dans la région. La réglementation du Guatemala est exclusivement basée sur un modèle bancaire, alors que celui du Pérou permet la participation tant des institutions bancaires que celles non bancaires. Le Salvador est toujours en train de définir son modèle.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

La session a commencé avec l'introduction d'une étude sur les services financiers mobiles en Amérique Latine, y compris une analyse des approches réglementaires dans six pays de la région : Bolivie, Colombie, Guatemala, Mexique, Paraguay et Pérou.

Guatemala : le Guatemala a une réglementation de MFS qui s'applique exclusivement aux banques. Les approches réglementaires dans la région diffèrent selon le modèle utilisé, mais il y a des points de convergence importants, tels que les correspondants bancaires et les réglementations simplifiées KYC. En 2010, le pays a publié une réglementation pour les correspondants bancaires, avec une distinction assez subtile entre ce qui est un dépôt et ce qui ne l'est pas.

Pérou : dans ce pays, le modèle est beaucoup plus varié et complexe, avec la participation des banques et des non-banques dans un terrain de jeu équitable. La loi permet au marché d'évoluer dans un environnement plus concurrentiel par la promotion des solutions fondées sur le marché.

Salvador : les services financiers mobiles sont nouveaux sur ce marché ; Pago Listo a été le premier produit de monnaie électronique lancé dans le pays. La tâche que doit accomplir le régulateur du Salvador est de réglementer le service en tant que monnaie électronique, qui ne constitue ni un dépôt ni génère des intérêts. Dans un pays sans un réseau national de service à la clientèle ou infrastructure de correspondants bancaires, la monnaie électronique est une bonne option.

« Les banques s'intéressent aux grands volumes de transactions, les opérateurs de télécommunications veulent beaucoup de transactions et se soucient moins des volumes. Il n'y a pas de véritable conflit entre les acteurs – tout le monde qui entre sur le marché peut obtenir ce qu'il veut. »

Daniel Schydrowsky
SBS Perou



Des participants discutent de la réglementation des services financiers mobiles en Amérique Latine

Transferts de Fonds en Asie : une Opportunité pour l'Inclusion Financière ?

En 2013, le continent asiatique a représenté 63% des flux de transferts mondiaux destinés aux pays en développement. Dans neuf pays d'Asie, les transferts de fonds représentent plus de 10% du PIB et sept des 10 premiers pays bénéficiaires des transferts dans le monde se trouvent en Asie.⁴ Cette session a examiné les opportunités et défis récents dans le marché des transferts en Asie, afin de permettre aux décideurs d'optimiser le potentiel d'inclusion financière lié aux transferts de fonds dans leurs pays.

Différences régionales. L'Asie et le Pacifique est une région aussi vaste et diversifiée qu'on ne peut pas la décrire comme un marché des transferts unique ; il y a des différences significatives entre les sous-régions et même entre les marchés urbains et ruraux au sein des même pays. Les décideurs asiatiques nécessitent donc des interventions de politiques sur mesure pour permettre la croissance des marchés de transferts robustes.

Philippines : plus de 4 millions de personnes ayant quitté le pays pour travailler à l'étranger en 2010, les Philippines sont le pays comptant le plus grand nombre de migrants en Asie du Sud-Est et le quatrième plus grand bénéficiaire des transferts à l'échelle mondiale. Deux grandes priorités orientent les politiques de transfert de fonds du pays : faire baisser les coûts de transactions et s'assurer que les bénéficiaires des transferts restent actifs dans le système financier. Afin de faire baisser les coûts, la BSP a fait la promotion des services axés sur la technologie et les partenariats avec les prestataires de services et les institutions financières. Les programmes d'alphabétisation financière visent également à populariser les services financiers et à favoriser une culture d'épargne chez les migrants.

Samoa : Samoa est l'un des principaux pays bénéficiaires des transferts dans le Pacifique, avec un flux représentant environ 20% de son PIB. Compte tenu de son impact considérable sur l'économie samoane, la politique de transfert est intégrée dans la stratégie nationale d'inclusion financière. Alors que la plupart des gens se servent toujours des agences de transfert d'argent et des banques commerciales internationales, la technologie mobile commence à atténuer le défi géographique et à diversifier les produits et les services disponibles.

PROCHAINES ÉTAPES

Plus de la moitié (52%) des participants ont estimé que l'AFI pourrait aider à faire avancer les travaux sur les questions de politiques de transfert de fonds, par exemple par le lancement d'un groupe de discussion sur les transferts dans l'Espace des Membres.

« Les transferts de fonds doivent faire partie d'une stratégie nationale d'inclusion financière. Ils ne peuvent pas être traités isolément. »

Atalina Ainuu Enari
Central Bank of Samoa



Atalina Ainuu Enari, Gouverneur, Central Bank of Samoa



Des participants travaillent ensemble pendant des segments interactifs du Forum

4 Source : FIDA et Banque Mondiale (2013), « Sending Money Home to Asia » <http://www.ifad.org/remittances/events/2013/globalforum/resources/sendingmoneyasia.pdf>

Coordonner les Politiques pour en Optimiser l'Impact : Réflexions et Perspectives d'Avenir

Cette session a revu la question centrale prévue à l'ouverture du GPF 2013 : Comment les décideurs et les régulateurs peuvent-ils non seulement éviter les compromis entre l'inclusion financière et les autres objectifs de politiques, y compris la stabilité, l'intégrité et la protection, mais en outre optimiser les synergies entre eux ?

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

Coordonner les politiques pour en optimiser l'impact implique que les décideurs et les régulateurs maximisent les opportunités d'inclusion financière sans compromettre les niveaux acceptables de stabilité, d'intégrité et de protection du système. C'est simple sur le plan conceptuel, mais difficile à réaliser dans la pratique. Le panel a identifié deux ingrédients essentiels :

Leadership national. Disposer d'un champion clairement identifié au niveau de la banque centrale ou d'une autre institution permet d'encadrer les choix de politiques en vertu d'une stratégie d'inclusion financière globale. Cependant, comme la Vice-gouverneur Naomi Ngwire de la Reserve Bank of Malawi a souligné, en définissant les niveaux minimums acceptables de stabilité, d'intégrité et de protection, les banques centrales doivent éviter de mettre la barre trop haute et d'étouffer l'innovation. Il est également essentiel d'établir une base de référence et de collecter des données : « Si vous voulez optimiser, vous devez être capable de mesurer. »

Dialogue ouvert avec les Organismes de Normalisation Financière. Comment une approche proportionnée par rapport aux normes internationales peut-elle être mise en œuvre sur le terrain de manière à ne pas limiter les possibilités d'inclusion financière ? Les technologies numériques et de communication font de grands progrès en facilitant l'inclusion financière, mais les décideurs et les régulateurs doivent être en mesure de maximiser ces opportunités sans crainte d'enfreindre les normes mondiales.

Le GPF 2013 a permis de concrétiser et d'offrir de nouvelles idées pour un dialogue ouvert, dans les deux sens, entre les membres de l'AFI et les Organismes de Normalisation Financière au niveau mondial, y compris le lancement d'une nouvelle initiative d'apprentissage des pairs et les contributions aux révisions de la Directive 2010 du CBCB sur la Microfinance, qui sera mise à jour et étendue aux activités plus larges d'inclusion financière.

PROCHAINES ÉTAPES

Les synergies entre l'inclusion, la stabilité, l'intégrité financières et la protection des consommateurs sont réalisables, mais des exemples concrets sont nécessaires pour montrer la manière dont cela peut s'atteindre au niveau des pays. Le Réseau de l'AFI a un rôle important à jouer dans la collecte et la mise en évidence de ces exemples.

« Nous voudrions développer un cadre de risque plus large qui est exhaustif et qui se penche sur le risque le plus important de tous, le risque d'exclusion financière. »

Amar Bhattacharya
Secrétariat du G-24



Tarisa Watanagase, ancien gouverneur de la Banque de Thaïlande, modère une discussion enrichissante



Des panélistes examinent les synergies entre des objectifs politiques liés à la stabilité, à la protection des consommateurs ainsi qu'à l'intégrité et à l'inclusion financières

Renforcez votre engagement envers la croissance inclusive. 46 pays l'ont déjà fait.

Quand il s'agit de stimuler la croissance économique et emploi, vous devez féliciter les 46 banques centrales, décideurs et régulateurs du secteur financier qui ont pris des engagements en vertu de la Déclaration de Maya.

Chacun de ces membres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière s'est fixé des objectifs mesurables dans le but d'améliorer l'accès aux services financiers formels pour les 2,5 milliards de personnes « non bancarisées » dans le monde. Bientôt, les membres provenant d'autres pays en développement et émergents prendront également des engagements.

Donc, joignez vos mains et applaudissez-les. Et puis demandez-vous :
« Comment puis-je donner un coup de main afin que nous gagnions tous ? »

Pour en savoir plus, visitez www.mayadeclaration.org

Central Bank of Armenia
Banque du Bangladesh
Microcredit Regulatory Authority, Bangladesh
Banco Central do Brasil
National Bank of the Republic of Belarus
Banque de la République du Burundi
Ministerio de Desarrollo Social de Chile
Ministerio de Hacienda y Crédito Público de Colombia
Banque Centrale du Congo
Banco Central del Ecuador
Banco Central de Reserva de El Salvador
Superintendencia del Sistema Financiero de El Salvador
National Bank of Ethiopia
Reserve Bank of Fiji
Bank of Ghana
Superintendencia de Bancos de Guatemala
Banque Centrale de la République de Guinée
Banque de la République d'Haïti
Bank Indonesia
Central Bank of Kenya
Banque centrale du Libéria
Direction Générale du Trésor, Ministère des
Finances et du Budget, Madagascar
Reserve Bank of Malawi
Bank Negara Malaysia
Comisión Nacional Bancaria y de Valores
(CNBV), Mexico
Financial Regulatory Commission of Mongolia
Banco de Moçambique
Bank Al-Maghrib Morocco
Bank of Namibia
Nepal Rastra Bank
Central Bank of Nigeria
State Bank of Pakistan
Palestine Monetary Authority
Superintendencia de Bancos de Panamá
Bank of Papua New Guinea
Banco Central del Paraguay
Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (SBS) del Perú
Bangko Sentral ng Pilipinas
National Bank of Rwanda
Central Bank of Samoa
Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal
Bank of Sierra Leone
Central Bank of Solomon Islands
Bank of Tanzania
Central Bank of Trinidad and Tobago
Bank of Uganda
Reserve Bank of Vanuatu
Bank of Zambia



**The Maya
Declaration**
Commitments
you can bank on

Déclaration de Maya : Prendre plus d'Engagements et Mesurer les Progrès

Dans cette session, les membres de l'AFI ont présenté leurs progrès vers la réalisation des engagements Maya et les expériences relatives à la définition des objectifs nationaux quantifiables. Les représentants des principaux partenaires externes de l'AFI ont également identifié des possibilités concrètes de collaboration.

FAITS SAILLANTS DE LA SESSION

Central Bank of Nigeria : en 2011, la CBN s'est engagée à réduire le pourcentage des adultes exclus des services financiers de 46,3% à 20% avant 2020. En 2013, le taux d'exclusion est tombé à 39%. La CBN a également rempli son engagement envers le lancement d'une stratégie nationale d'inclusion financière, qui comprend l'établissement d'un secrétariat d'inclusion financière, un cadre de correspondants bancaires et une approche échelonnée KYC.

Superintendencia de Banca, Seguros y AFP del Perú : la SBS a satisfait à toutes ses engagements Maya en 2011 et a annoncé de nouveaux objectifs, y compris la conception d'une stratégie nationale d'inclusion financière, l'utilisation d'un outil de cartographie pour identifier les opportunités d'inclusion financière, et la mise à jour du cadre réglementaire de microassurance.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES EXTERNES

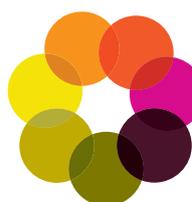
La Banque Mondiale a lancé le Cadre de Soutien à l'Inclusion Financière (CSIF) en 2012 en vue de soutenir la mise en œuvre des engagements Maya dans les pays, et partagera les résultats des recherches futures sur l'impact des capacités financières et des programmes d'alphabétisation. **FI2020** se concentrera sur la mise en évidence de la protection des consommateurs et les capacités financières, et le programme **Rendre Possible l'Accès aux services financiers (MAP)** du FENU partagera des données et facilitera de nouvelles formes de coopération multipartite et une meilleure coordination des bailleurs de fonds.

PROCHAINES ÉTAPES

Lors du GPF 2013, le Réseau de l'AFI a réaffirmé son engagement collectif envers la Déclaration de Maya et a inauguré une nouvelle phase avec l'adoption de l'Accord Sasana, qui se concentre sur la définition d'objectifs nationaux mesurables et quantifiables et la mesure des progrès réalisés à l'aide d'un cadre structuré fondé sur l'Ensemble des Indicateurs de Base de l'AFI. La plate-forme de données en ligne du FIDWG aidera à faire avancer ce travail.

« Ce qui nous pousse à mettre en œuvre les Engagements Maya est la pression des pairs. C'est pourquoi il est important de partager et d'examiner les progrès accomplis car cela offre la possibilité de s'interroger et de discuter avec les gens qui font des choses similaires. »

Gouverneur Benno Ndulu
Bank of Tanzania



**The Maya
Declaration**

Commitments
you can bank on



Habibur Rahman annonce l'engagement conjoint mis à jour de la Bangladesh Bank et Microcredit Regulatory Authority of Bangladesh



Nicole Crooks annonce l'engagement en vertu de la Déclaration de Maya de la Central Bank of Trinidad and Tobago

Déclaration de Maya : Faits saillants de Nouveaux Engagements et ceux mis à jour

NOUVEAUX ENGAGEMENTS

BÉLARUS

National Bank of the Republic of Belarus
Accroître le pourcentage d'adultes ayant des comptes bancaires de 70 % à 85 % avant 2015.

EL SALVADOR

Banco Central de Reserva de El Salvador y Superintendencia del Sistema Financiero de El Salvador
Édicter une réglementation relative aux SFM et élaborer une stratégie visant à favoriser l'éducation financière.

HAÏTI

Banque de la République d'Haïti
Moderniser notre système de paiement, finaliser une plate-forme interconnectée pour tous les types de transactions et formuler une législation pour réglementer et surveiller les institutions de microfinance.

LIBÉRIA

Central Bank of Liberia
Au moins 50% de la population rurale aura accès aux SFM avant la fin de 2014.

MAROC

Bank Al-Maghrib
Accroître le taux d'accès aux services bancaires en vue d'atteindre les deux tiers de la population avant la fin de 2014.

NÉPAL

Nepal Rastra Bank
Elaborer une stratégie d'alphabetisation financière et lancer des services liés à la monnaie mobile avant 2014.

PANAMA

Superintendencia de Bancos de Panamá
Élaborer une réglementation sur les correspondants bancaires et promouvoir l'utilisation des paiements mobiles.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Bank of Papua New Guinea
Atteindre 1 million des personnes non bancarisées avant 2015, dont 50 % seront des femmes.

SAMOA

Central Bank of Samoa
Accroître l'accès financier à 50% de la population avant 2016 grâce aux SFM et autres initiatives.

SIERRA LÉONE

Bank of Sierra Leone
Accroître la sensibilisation à l'inclusion financière de 30 % avant la fin de 2014 par la création de plus d'associations de services financiers, banques communautaires et succursales des banques commerciales.

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Central Bank of Trinidad and Tobago
Elaborer une stratégie nationale d'inclusion financière et établir l'Institut National de Formation en matière d'Inclusion Financière.

ENGAGEMENTS ACTUALISÉS

BANGLADESH

Bangladesh Bank & the Microcredit Regulatory Authority of Bangladesh
Augmenter le pourcentage de la population ayant plus de 15 ans détenant des comptes bancaires de 64% à au moins 72% avant 2014.

BURUNDI

Banque de la République du Burundi
Elaborer une stratégie nationale d'inclusion financière ayant pour but d'accroître l'accès de 12,5 % à 25 % avant 2015.

PÉROU

Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (SBS) del Perú
Mener des études de base afin d'évaluer l'état actuel de l'inclusion financière dans le pays et élaborer une stratégie nationale d'inclusion financière sur la base des résultats.

Déclaration de Maya : Accord Sasana

En septembre 2013, nous, les membres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière, à l'occasion du Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière de l'AFI tenu à Sasana Kijang à Kuala Lumpur, à la suite de la grande envergure de l'impact et des contributions que la Déclaration de Maya a apporté à l'inclusion financière et les engagements qu'elle a inspirés, convenons par la présente de renforcer l'efficacité des engagements des membres en entreprenant les actions suivantes :



Nous nous efforcerons de réaliser nos engagements envers l'inclusion financière grâce à un ensemble d'objectifs nationaux mesurables ;



Nous mesurerons nos progrès vers l'inclusion financière à l'aide des indicateurs communs identifiés et quantifiés dans l'Ensemble des Données de Base d'Inclusion Financière de l'AFI et rendrons public ces informations sur une base annuelle ;



Nous continuerons à travailler de manière coopérative et cohérente en vue de favoriser l'intégration du programme d'inclusion financière dans les politiques et les programmes de nos pays, et de s'assurer que la mise en œuvre de l'inclusion financière au niveau national contribue à l'amélioration de la vie des populations non desservies et mal desservies dans la communauté mondiale ; et



Nous renforcerons nos capacités institutionnelles et talents en vue formuler et de mettre en œuvre des politiques d'inclusion financière efficaces qui permettront d'optimiser l'impact.

Grâce à l'Accord Sasana, l'élaboration des politiques et des stratégies d'inclusion financière produira des résultats et des données basés sur la preuve et contribuera à l'accélération des progrès et à la mesure de l'impact.

En ce qui concerne la Déclaration de Maya, l'inclusion financière se réfère non seulement à l'accès mais aussi à l'utilisation des services et des produits financiers, ainsi qu'à la dimension qualité de l'inclusion financière.

Nous croyons que les politiques d'inclusion financière sont un outil essentiel pour sortir 2,5 milliards de personnes de la pauvreté. Le Réseau de l'AFI s'engage pleinement à promouvoir et à développer les connaissances et la compréhension concernant les politiques d'inclusion financière permettant d'optimiser l'impact grâce à une approche des pairs pour atteindre nos objectifs d'inclusion financière.

La Déclaration de Maya en images



Les Membres de l'AFI discutent des progrès accomplis vers la réalisation des engagements pris en vertu de la Déclaration de Maya



Kingsley Chiedu Moghalu, Vice-Gouverneur de la Central Bank of Nigeria et Marc Bichler, Secrétaire Exécutif du FENU, soulèvent des points de discussion lors de la session consacrée à la Déclaration de Maya lors de la dernière journée du GPF



Muhammad Ibrahim, Vice-Gouverneur de la Bank Negara Malaysia, prend part en tant que panéliste à une session sur la Déclaration de Maya



Pour plus de photos et des nouvelles au sujet de la Déclaration de Maya, veuillez visiter www.afi-global.org

GPF en images (suite)



L'utilisation des Pokens monte en flèche lors du GPF 2013, ce qui a apporté une nouvelle dimension de la haute technologie dans le réseautage, les documents du GPF et les affiches



Nicole Crooks de la Central Bank of Trinidad and Tobago, hôte du GPF 2014, accepte le gong de la part de l'honorable Dato' Sri Mohd. Najib bin Tun Haji Abdul Razak, Premier Ministre de la Malaisie, lors de la clôture officielle du GPF 2013



L'honorable Dato' Sri Mohd. Najib bin Tun Haji Abdul Razak, Premier Ministre de la Malaisie, prononce le discours de clôture lors du GPF 2013



Des Membres de l'AFI partagent leurs expériences et points de vue sur l'inclusion financière au cours des séances en petits groupes du GPF



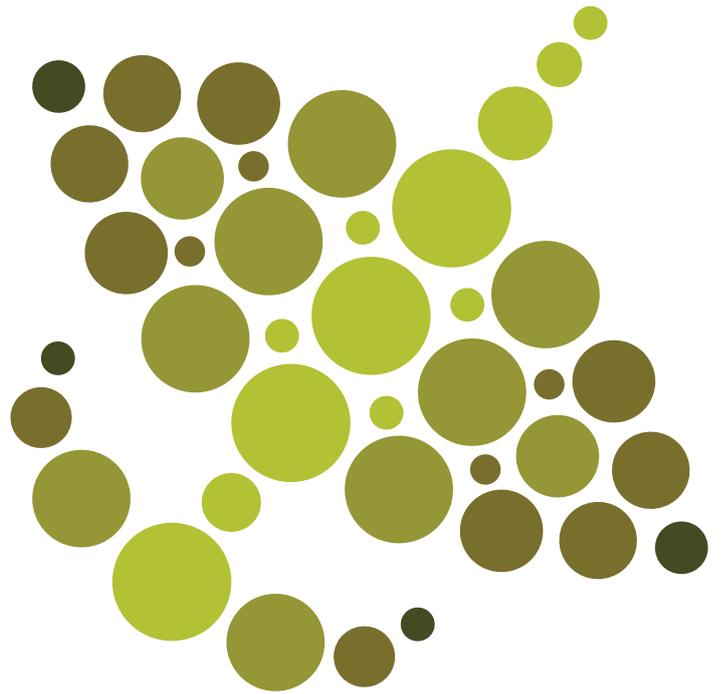
Nestor Espenilla Jr., Vice-Gouverneur de la Bangko Sentral ng Pilipinas et Président du Comité Directeur de l'AFI annonce l'Accord Sasana



Le GPF 2013 a présenté un calendrier coloré sur la vision, l'histoire et l'évolution de l'AFI



Pour plus de photos et des nouvelles au sujet de la GPF, veuillez visiter : www.afi-global.org/global-policy-forum/gpf-2013-kuala-lumpur



Alliance pour l'Inclusion Financière

AFI, 399 Interchange Building, 24th floor, Sukhumvit Road, Klongtoey - Nua, Wattana, Bangkok 10110, Thailand
t +66 (0)2 401 9370 f +66 (0)2 402 1122 e info@afi-global.org www.afi-global.org

www.facebook.com/AFI.History  @NewsAFI